



**À Genève, lors des négociations multinationales sur le programme nucléaire iranien, la France est sortie du bois à plusieurs reprises pour insister sur les points de blocage, au risque, faute d'accord, d'apparaître aussitôt suspect.**

La réalité n'est peut-être pas aussi tranchée. La délégation française s'est défendue vendredi et samedi d'avoir été le grain de sable qui a empêché la conclusion d'un accord.

À sa sortie de la salle de négociations, interrogé sur les critiques touchant Paris, le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle a affirmé qu'il y avait eu «*un excellent travail d'équipe, en particulier entre les Européens*». Pressés de questions, son homologue américain John Kerry, et la chef de la diplomatie de l'Union européenne Catherine Ashton, se sont aussi abstenus de dénoncer la position française.

Le groupe des six puissances chargées du dossier iranien «*est absolument uni*», a dit le secrétaire d'État. «*Nous travaillons très étroitement avec les Français, nous sommes d'accord avec les Français sur le fait qu'il y a certaines questions sur lesquelles il faut travailler*», a-t-il insisté.

Dans la journée cependant, un diplomate occidental, sous couvert d'anonymat, avait laissé poindre une certaine exaspération à l'égard de Paris. «*Les Américains, l'Union européenne et les Iraniens travaillent intensivement depuis des mois sur ce processus et il ne s'agit rien de plus que d'une tentative de Fabius de se donner une importance tardivement*», avait-il dit, en évoquant les multiples interventions publiques du ministre mettant en garde contre un éventuel accord au rabais.

En l'absence de toute indication sur les positions et les discussions des uns et des autres - les six et l'Iran se sont interdit d'en parler publiquement pour préserver leurs chances d'aboutir à un accord -, un jugement sur le rôle français est difficile à porter.

Selon une source proche des négociateurs, les Iraniens n'auraient pas été en mesure, après trois jours de discussions, d'accepter un texte agréé par le groupe des six (États-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine, Allemagne). Mais on tient le bon bout, ajoute cette source, en évoquant de très bons progrès.

La propension de Laurent Fabius à s'exprimer sur les médias a peut-être joué un rôle dans la suspicion à son encontre. Le fait qu'il soit sorti samedi soir le premier de la salle de réunion, qu'il ait été le premier à annoncer l'impossibilité à ce stade d'aboutir à un accord, grillant la politesse à la porte-parole du groupe des six, Catherine Ashton, a pu aussi jouer en sa défaveur.

Cet empressement pourrait toutefois aussi s'expliquer par une volonté bien terre à terre d'atteindre l'aéroport avant sa fermeture afin de ne pas passer une nuit supplémentaire à Genève. Ce qu'il a réussi à faire.

Tout au long des trois jours, les Français n'ont eu de cesse de justifier leur comportement. «*Personne ne nous dit 'vous êtes trop exigeants'*» dans les discussions, a-t-on souligné dans

l'entourage de Laurent Fabius.

Les Français gardent en tête l'échec de 2003-2004 lorsqu'un accord international prévoyant la suspension de l'enrichissement d'uranium par l'Iran avait volé en éclats faute d'avoir été suffisamment sécurisé. Ils n'ont eu de cesse pour les négociations en cours d'«*élever le niveau de l'accord*» envisagé, même si ce dernier doit être repoussé dans le temps.

Samedi, l'agence officielle IRNA a été jusqu'à affirmer que le ministre français «*entravait*» l'accord entre l'Iran et les grandes puissances. Pas question d'avoir des «*malentendus*» et des imprécisions «*si on veut un accord crédible pour longtemps*», réplique-t-on à Paris, en balayant les critiques.

Au bout du compte, les néo-conservateurs américains, les faucons israéliens et les pétromonarchies sunnites du Golfe se frottent les mains de l'attitude de la France. Samedi, Fabius a souligné que les «*préoccupations*» d'Israël doivent être prises en compte. François Hollande se rendra d'ailleurs en Israël du 17 au 19 novembre où il prononcera probablement un discours à la Knesset. Faut-il voir dans cette posture la revanche facile d'une diplomatie française ridiculisée dans le dossier syrien ?